

RECHERCHES SUR L'ACTIVITÉ POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE  
DE HENRI DE LA TOUR  
VICOMTE DE TURENNE, PUIS DUC DE BOUILLON  
(1573-1623)

PAR  
HENRI ZUBER

---

INTRODUCTION

Les jugements défavorables portés sur le duc de Bouillon par Sully ou Richelieu n'ont pas à être justifiés ou infirmés, ils doivent être dépassés. De 1573 à 1623, Henri de la Tour se trouve étroitement mêlé à la politique générale du royaume de France. Issu d'une famille proche des sphères du pouvoir, petit-fils d'Anne de Montmorency, le vicomte manifeste une ambition qui correspond à ses origines. Les éléments de sa carrière politique, action intérieure, place au sein du parti réformé et rôle vis-à-vis de l'étranger, apparaissent tantôt comme complémentaires, tantôt comme contradictoires.

---

SOURCES

Parallèlement aux mémoires des contemporains et aux documents publiés, la correspondance active et passive de Henri de La Tour constitue la source principale de ce travail. Les recherches ont donc porté principalement aux Archives nationales sur les cartons R<sup>251</sup>, R<sup>253-54</sup> et 273 AP 179 ; au Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale, sur les Papiers Montmorency et Nevers, ainsi que sur les Cinq Cents de Colbert et la Collection Dupuy ; en outre, le Fonds Brienne a été exploité avec profit ainsi que les Papiers Bongars, les procès-verbaux des assemblées politiques et divers documents relatifs à la « trahison ». Il faut y ajouter les ressources du fonds manuscrit de la Bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français et de la Collection Godefroy, à la Bibliothèque de l'Institut. À Londres, les séries 78 (France), 81 (États allemands) et 84 (Hollande) du Public Record Office, les collections de manuscrits, Cotton et Stowe en

particulier, de la British Library, et à Munich, au Bayerisches Hauptstaatsarchiv, les épaves des archives palatines pour les années 1602-1606, conservées sous les cotes *Fürstensachen* 1024a et *Kasten Blau* 90/9, ont permis d'éclairer l'influence extérieure de Henri de La Tour.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL DE HENRI DE NAVARRE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### DE LA ROCHELLE À LA FUITE DANS LE MIDI (FÉVRIER 1573-AVRIL 1573)

À l'occasion du siège de La Rochelle, le vicomte tire parti de sa place auprès de François, duc d'Alençon, et de son appartenance à la famille des Montmorency. En relations avec La Noue, il participe à la naissance du parti « politique » et négocie l'alliance entre Monsieur et Henri de Navarre. L'échec des premiers projets de ces jeunes nobles n'empêche pas Henri de La Tour de nouer, à la fin de 1573, des liens avec les réformés des Pays-Bas, puis de jouer un rôle actif dans l'élaboration de l'« effroi de Saint-Germain ». Bien qu'il ne s'associe qu'au dernier moment au second complot, en raison de sa méfiance à l'égard de La Mole, favori de Monsieur, il doit cependant quitter la cour pour ne pas être arrêté.

#### CHAPITRE II

##### À LA DÉCOUVERTE DU MIDI ET DU PARTI PROTESTANT (AVRIL 1574-MAI 1576)

De Turenne où il se retire, le vicomte doit la découverte du Midi protestant à son oncle, Henri de Danville. Placé par ce dernier à la tête d'un vaste gouvernement en haut Languedoc, il apprend à connaître, lors de son séjour à Montauban, la force du parti réformé et les difficultés inhérentes à son organisation. Mais, s'il se convertit au protestantisme à la fin de 1575, Henri de La Tour continue à s'employer au service du duc d'Anjou et parvient à obtenir, en 1576, le retrait des reîtres de Jean-Casimir, condition préalable à la paix de Monsieur.

## CHAPITRE III

## LE CHOIX DU PARTI PROTESTANT

(1576-AOÛT 1581)

Au lendemain de cette négociation, Turenne rompt solennellement, mais non définitivement, avec le duc d'Anjou qui refuse l'alliance avec un parti réformé dont il ne peut plus être le maître. Appelé dès ce moment-là auprès de Henri de Navarre, il livre une série de combats en Guyenne et participe à la première partie des conférences de Bergerac (1577). En 1578, son rôle prend sa véritable dimension : le lieutenant de Henri de Navarre en Guyenne surveille de près le rétablissement de la paix dans le Limousin et le Périgord et intervient auprès de Danville en vue de l'application de l'édit de Poitiers en Languedoc ; il représente aussi le protecteur des églises au synode de Sainte-Foy et suit attentivement les entreprises de François d'Anjou dans les Flandres.

Le rôle essentiel du vicomte lors des conférences de l'hiver 1578-1579 est souligné dans la correspondance de Catherine de Médicis. Durant toute la négociation, alors que c'est la première fois que la cour de France négocie avec les protestants pour le retour de la paix, Henri de La Tour est le « maistre d'école » du roi de Navarre. Toujours prêt à écouter favorablement les offres de la cour, il négocie fermement à La Réole, Agen, Toulouse et Nérac, et n'hésite pas à mettre en avant l'intransigeance de l'élément populaire du parti réformé pour hâter la conclusion de la paix. Chargé de faire exécuter l'édit en Guyenne, il en est empêché à la suite du guet-apens qui lui est tendu à Agen.

En décembre 1579, les hostilités ont déjà repris quand Turenne accompagne le roi de Navarre à Mazères, où Montmorency consent à ne rien entreprendre contre le parti réformé tant que l'édit de Nérac est respecté en Languedoc. Placé, peu après, par le chef du parti à la tête du haut Languedoc, Henri de La Tour arrive à Castres à la fin de janvier ; après avoir ravagé le Périgord, il y revient en avril et défend le pays jusqu'en septembre 1580 ; il rejoint alors Henri de Navarre en vue des conférences de Fleix.

Derrière les diverses rumeurs qui circulent à la cour de France quant à la dimension européenne du vicomte, il convient de relever le rôle central de Henri de La Tour dans la reprise du projet de Coligny autour de François d'Anjou. À cette fin, il rencontre, durant les conférences, à Fleix et à Coutras, les représentants des Provinces-Unies et il œuvre auprès des réformés du Languedoc, en 1581, pour l'application de la paix. Son action l'oppose à Condé, partisan de la lutte, qui vient d'obtenir une nouvelle aide allemande. En dépit de ce désaccord, l'assemblée de Montauban confirme la place du vicomte comme troisième homme, après les deux princes du sang, au sein du parti réformé et comme bras droit de Henri de Navarre, juste avant qu'il ne s'engage dans une brève campagne flamande.

## CHAPITRE IV

LA PLACE AU SEIN DU PARTI RÉFORMÉ, DU TRAITÉ DE NEMOURS  
À L'ACCESSION AU TRÔNE DE HENRI DE NAVARRE

Libéré au terme de trois ans de captivité (juin 1584), Henri de La Tour retrouve le chef du parti réformé au moment où se pose, à la suite de la mort du duc d'Anjou, la question de la succession au trône. Les différentes prises de position du vicomte manifestent les hésitations du parti devant la possibilité de s'allier avec le roi contre la Ligue. Tout en étant favorable à un rapprochement avec la cour, il s'oppose à la conversion de Henri de Navarre proposée en août 1584 par d'Épernon ; il est partagé l'année suivante, entre l'introduction des forces du parti dans les troupes royales et l'attente de la déclaration de guerre, conséquence de la toute puissance de la Ligue. En 1585 et 1586, le vicomte livre un combat inégal face à l'armée commandée par Mayenne et Matignon, malgré la prise de Tulle (novembre 1585) et l'organisation de la résistance en Guyenne qu'il met sur pied, il ne peut empêcher la progression des forces royales.

Paradoxalement, les conférences de Saint-Brice sont l'occasion d'une manifestation de force du parti, tant il est vrai que Henri III est l'otage de la Ligue. Henri de La Tour, après avoir, dans un premier temps, exhorté le roi de Navarre à ne pas rompre les négociations, au sujet desquelles personne ne se fait d'illusions, provoque la séparation des deux camps, en proposant à la reine-mère une solution qui n'a plus de sens, l'entrée des forces réformées dans l'armée royale. Poursuivant la lutte en Guyenne en 1587, Turenne conduit les troupes à la bataille de Coutras où il joue un rôle mineur ; il échoue peu après devant Sarlat. Chargé, au début de 1588, de renforcer l'alliance entre le parti réformé et Montmorency, il reçoit une commission de son oncle pour commander en haut Languedoc, dégage Nîmes et organise en même temps la défense du Rouergue.

Au terme de cette année, au dire de Sully, l'assemblée de La Rochelle aurait vu, autour du vicomte, renaître dans le parti réformé l'opposition qui s'était déjà manifestée en 1585 à l'égard du protecteur des églises. L'hypothèse est plausible, du fait des hésitations de Henri de Navarre au lendemain de Coutras. Toutefois, Henri de La Tour est déjà lieutenant-général en Guyenne lorsque s'ouvrent les débats (14 novembre 1588) ; il maintient la Guyenne, le Quercy, le Rouergue et le haut Languedoc dans l'obéissance au pouvoir royal après Plessis-lès-Tours et l'accession au trône de Henri de Navarre.

---

DEUXIÈME PARTIE  
ENTRE LE ROI ET LE PARTI RÉFORMÉ

---

## CHAPITRE PREMIER

## LA GRANDE AMBASSADE (1590-1591)

Dès qu'il rejoint Henri IV en août 1590, Henri de La Tour est chargé d'une mission diplomatique primordiale. L'Allemagne protestante est la principale destination d'un voyage d'un an, au cours duquel le vicomte, choisi en raison de la connaissance profonde du protestantisme européen qu'il a acquise depuis au moins 1578, doit lever les forces nécessaires à la reprise de la marche du roi de France à la conquête de son royaume. Mais, avant cette négociation, il convient de dissiper le malentendu créé par le gaspillage de l'aide militaire allemande en 1587 et 1589. Le rôle de la reine Élisabeth est décisif dans la reprise des relations entre la France et les princes allemands, en particulier Christian de Saxe. L'envoi de Palavicino, génois au service de la couronne d'Angleterre à Dresde, puis à la cour de France d'où il repart en compagnie de Turenne, est à cet égard significatif ; les instructions du vicomte pour le passage de l'ambassade en Angleterre mettent l'accent sur la nécessité d'obtenir la confirmation du soutien de la reine.

À cette première mission s'ajoute une étape aux Pays-Bas à l'instigation de Louise de Coligny, qui se révèle fructueuse pour les deux ambassadeurs. De là, Turenne et Palavicino se dirigent par la Westphalie vers la Saxe ; ils atteignent Dresde le 16 février 1591. Dès le début du mois, les princes protestants se sont rassemblés à Torgau où ils ont fixé les modalités de l'aide militaire. Le véritable problème est désormais le rassemblement des fonds. De ce point de vue, Henri de La Tour doit, dès les entretiens de Dresde, forcer la main à Palavicino en vue d'une aide anglaise indispensable pour le succès de l'ambassade. De Saxe, le vicomte, accompagné de Christian d'Anhalt, passe par Berlin, Brunswick et Cassel, avant de rejoindre Heidelberg où il signe la capitulation de l'armée de secours.

Pourtant, tandis que les deux hommes se rendent auprès des différents États, le retard ou l'absence de fonds anglais et hollandais met un temps l'ambassade en danger. Grâce à l'intervention de Jean de Nassau, en mai, les contributions sont rassemblées lentement en Allemagne, alors que les cantons suisses restent à l'écart de l'effort de guerre. Lors de cette mission, Henri de La Tour complète sa connaissance de l'Europe protestante par l'expérience des cours et de la lenteur allemande.

## CHAPITRE II

## LUTTE ET NÉGOCIATIONS

## (NOVEMBRE 1591-NOVEMBRE 1596)

À son retour en France, le mariage de Henri de La Tour avec l'héritière de Sedan apparaît comme primordial pour la défense de la frontière des Ardennes. Le nouveau duc de Bouillon repousse, à la fin de 1591 devant Stenay, puis de l'été 1592 au début de 1593, les assauts des troupes lorraines,

la victoire de Beaumont-en-Argonne connaissant un retentissement particulier. Par ailleurs, dès 1593, le duc, maréchal de France depuis l'année précédente, envisage des opérations communes contre les Espagnols avec Maurice de Nassau, projet repris deux ans plus tard.

En outre, Henri de La Tour suit de près les négociations avec la Ligue, auxquelles il a été mêlé en 1590. Il examine pour le roi les propositions parisiennes et prodigue ses encouragements à Duplessis-Mornay (1592-1593). La participation du duc aux pourparlers de paix ressort de la lettre que lui adresse de Thou pendant les conférences de Suresnes en vue de la conversion du roi ; en 1595 encore, il œuvre pour la réconciliation entre Henri IV et Mayenne. Parallèlement, le duc s'engage en faveur du parti réformé, mais sans approuver les résolutions de l'assemblée de Mantes dont il blâme l'impatience. C'est pourquoi il est improbable que Bouillon soit, en 1594, à la tête de l'opposition réformée à Henri IV, même s'il indique à Sully le risque que court le roi en retardant la reconnaissance du protestantisme.

Artisan de la déclaration de guerre contre l'Espagne, le maréchal lance d'abord ses troupes dans le Luxembourg, avant de rejoindre Nevers en Picardie. L'opposition entre les deux hommes, déjà manifeste en Champagne dès 1593, entre pour beaucoup dans l'échec devant Doullens. Les ambassades de 1596 sont la conséquence de l'accentuation de la pression espagnole sur le royaume. La mission de Henri de La Tour a pour objet l'expédition en France d'un secours militaire anglais que n'ont pu obtenir les précédents envoyés français : il importe d'y bien disposer la reine. À la fin d'avril, le duc parvient en Angleterre, où il essaie, sans succès, de retenir Essex, plus favorable à la France que le clan Burghley. Au cours des négociations avec les conseillers d'Élisabeth I<sup>ère</sup>, Sancy et lui exposent la situation du royaume, se heurtent aux exigences anglaises à propos de Calais et arrachent, le 24 mai, au terme d'un mois d'entretiens, une aide de 4 000 hommes, qu'annule le traité secret du 26 mai. En revanche, le passage dans les Pays-Bas, au lendemain de la ratification du traité par la reine, permet à la France de bénéficier d'un contingent de 4 000 hommes et de mettre en place des opérations combinées contre les Espagnols pour 1597.

### CHAPITRE III

#### LE RECOURS AU PARTI RÉFORMÉ

L'attitude du duc à son retour en France est connue : il se retire dans sa vicomté et refuse de participer au siège d'Amiens. Mais il convient d'insister sur le caractère original de la démarche de Henri de La Tour dans le cadre des exigences protestantes en vue de faire reconnaître la religion réformée. Dans le prolongement des avis qu'il a soumis à l'«assemblée ininterrompue», il s'engage aux côtés des députés de Châtellerault. Cependant, cette action, de même que des interventions auprès de la cour d'Angleterre ou de Jean de Nassau, traduit sa volonté de retrouver une place au sein du conseil du

roi ; il entend apparaître aux yeux de Henri IV comme l'indispensable intermédiaire entre le parti et l'ancien protecteur des églises. Cette ligne politique ne peut être suivie qu'aussi longtemps que le parti réformé n'y discerne pas la marque propre de l'ambition du duc. En tout cas, en 1600, l'assemblée de Saumur sollicite l'intercession d'un personnage qui se présente comme le défenseur de la religion à la cour, alors qu'il aspire, en fait, à devenir l'homme du roi responsable des affaires des réformés. Lorsqu'il gagne le Midi au milieu de l'année 1600, Henri de La Tour semble pourtant être revenu à son attitude de 1597.

---

### TROISIÈME PARTIE

#### LA «TRAHISON» ET SES CONSÉQUENCES

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LES QUATRE ANNÉES DE DISGRÂCE

Le duc se trouve vraisemblablement informé, au cours de l'année 1600, des projets de complot contre Henri IV ; par ailleurs, les propos que prête à Bouillon, Comblat, agent du comte d'Auvergne, ne sont pas sans rapport avec les propositions faites par le duc aux chefs du parti réformé en 1600. Cependant, si la liaison entre Biron, devenu l'agent du duc de Savoie et du roi d'Espagne, et Henri de La Tour n'est pas à exclure, elle ne se prolonge pas au-delà d'août 1601. Les circonstances dans lesquelles le maréchal est jugé et exécuté créent une tension durable entre le roi et son ancien lieutenant ; l'insistance de Henri IV à réclamer la venue de son serviteur à la cour aggrave l'incompréhension entre les deux hommes, au point de déterminer le duc à fuir à travers le royaume et jusqu'à Genève et Heidelberg.

Dès l'arrivée de son beau-frère dans ses terres l'Électeur palatin s'emploie pour obtenir son retour en grâce. À la suite d'une entrevue avec le roi à Metz, Jean, duc de Deux-Ponts, conseille à Bouillon de venir faire sa soumission. Peu satisfait de ce résultat, Frédéric IV envoie ses conseillers Solms et Plessen à la cour de France. Reçus à deux reprises en mai et juillet, leur intervention se révèle sans effet ; ils estiment néanmoins positif qu'aucune preuve de la culpabilité du duc n'ait pu leur être montrée. Mais au même moment, la prétention manifestée par Bouillon de se faire l'agent de la politique française auprès des princes protestants ne parvient qu'à renforcer le ressentiment de Henri IV. Par ailleurs, s'il peut compter sur le soutien de l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni les États-Généraux, ni Maurice de Nassau

n'interviennent en faveur de Henri de La Tour ; les Églises de France, réunies en synode national à Gap, ne semblent guère s'engager plus que par des prières.

En 1604, la cour de France prend l'initiative des tentatives de rapprochement en direction de Bouillon, qui a regagné Sedan en novembre 1603. Sous l'impulsion de Sully, un messenger, Montlouet, est envoyé à trois reprises à Sedan. Au même moment, le duc s'oppose à Henri IV en recevant dans sa principauté le pasteur Renaud, banni de France, et en priant les Églises de prendre sa défense. Tant par cette intervention que par la méfiance qu'il manifeste à l'égard des propositions de la cour, dont le dessein est, selon lui, de s'emparer de Sedan, il fait échouer une possible réconciliation.

Frédéric IV reprend les négociations en 1605. Autour de l'ambassadeur palatin Carl Paul, s'organise une intervention massive de l'Allemagne protestante et des cantons suisses en faveur de Henri de La Tour. Les instructions données par l'Électeur palatin, qui servent de modèle à celles des autres puissances, renouvellent l'erreur de 1603 dans la formulation des requêtes présentées au roi de France. En affirmant que la religion du duc est l'une des causes de sa disgrâce et en réclamant l'établissement d'un acte de pardon, dont dépendrait le retour de Bouillon à la cour, les ambassadeurs ne peuvent que se faire éconduire par Henri IV. Peu après, la mission de l'envoyé de Maurice de Hesse, le capitaine Widermarckre est définitivement compromise par le soulèvement du Limousin et du Périgord, qu'organisent les serviteurs de Bouillon.

La responsabilité du duc dans la prise d'armes ne semble pas engagée, d'autant qu'au même moment, il s'adresse à l'assemblée de Châtellerault. La campagne de Sedan est la conséquence d'une dernière exigence de Henri de La Tour. Au député des Églises, La Noue, auteur d'une nouvelle tentative, il demande d'obtenir le renouvellement de la protection de Sedan par le roi. Dès qu'il apprend ce projet, ce dernier soupçonne un stratagème pour accroître l'indépendance de la principauté de Sedan et décide l'intervention militaire. En fin de compte, la soumission de Bouillon sauvegarde l'autorité du roi, mais elle lui permet surtout de relancer sa politique dans l'Empire.

## CHAPITRE II

### UN RÔLE POLITIQUE LIMITÉ, MAIS ESSENTIEL (1606-1610)

De retour auprès du roi, Henri de La Tour remplit ses fonctions de maréchal en faisant accorder des pensions aux anciens soldats. Mais surtout il se signale comme le spécialiste des affaires allemandes ; à ce titre, il suit de près la succession de Clèves et de Juliers, ainsi que la formation des unions confessionnelles. Le maintien de relations privilégiées avec le Palatinat est attesté par les deux séjours du futur Frédéric V à Sedan en 1608 et 1610, au milieu d'autres jeunes princes allemands venus fréquenter l'académie des exercices.



Durant les dernières années du règne de Henri IV, le duc transfère ses installations parisiennes de la rive droite à la rive gauche. De 1598 à 1608, les minutes notariales permettent de le suivre de la rue de l'Autriche à la rue d'Orléans, en passant par la rue Saint-Honoré. Rive gauche, il loge d'abord rue Dauphine, avant de s'installer dans l'«Hostel Daulphin», qu'il occupe lors de ses séjours à Paris, dans l'ensemble peu nombreux à partir de 1613. Cette demeure, reçue au début de la régence, est profondément remaniée, en 1612, par Salomon de Brosse.

---

## QUATRIÈME PARTIE

### GRAND OU RÉFORMÉ ?

---

Marie de Médicis voit un triple avantage à la participation de Henri de La Tour au conseil de régence : grand officier de la couronne, il est l'interlocuteur à la fois du parti réformé et du protestantisme allemand.

## CHAPITRE PREMIER

### LA PARTICIPATION AUX AFFAIRES (1610-1613)

Le duc, qui a encouragé l'expédition de Juliers, favorise en vain une poursuite des alliances françaises dans l'Empire. Son attitude à l'assemblée de Saumur (1611), où il apparaît très nettement comme l'homme de la cour, semble paradoxale ; elle doit s'entendre dans la perspective de la prépondérance accordée aux problèmes de politique étrangère qui prennent le pas sur ceux du protestantisme français. L'ambassade de mai 1612 en offre le témoignage. Le duc réalise le projet, échafaudé dès le début 1611 et exposé à la fin de l'année à Villeroy, du mariage entre le jeune Électeur palatin et Élisabeth, fille de Jacques I<sup>er</sup>. Il tente ainsi de s'opposer au renversement de la politique étrangère française que manifestent les mariages espagnols. L'intervention dans la polémique entre Du Moulin et Tilenus éclaire l'indifférence affichée à l'égard du parti réformé jusqu'en 1614. Alors que son correspondant, Jacques I<sup>er</sup>, tente de peser les arguments théologiques des deux pasteurs, Henri de La Tour réagit en tant que grand qui refuse de se voir dominé au sein du parti protestant par l'élément ecclésiastique. C'est pourquoi l'acte d'union, signé à l'occasion du synode de Privas par Bouillon et Lesdiguières avec les Églises, semble essentiellement formel.

## CHAPITRE II

### AUX CÔTÉS DE CONDÉ CONTRE CONCINI

À la cour, le duc se lie au prince de Condé pour parvenir à ses fins. Allié un temps à Concini contre les «Barbons», le prince offre à Henri de La Tour l'occasion de formuler au conseil ses vues européennes. Cependant, le rapprochement esquissé à la fin de 1613 par le favori italien avec les ministres de Henri IV, au moment de son élévation au maréchalat, provoque la rupture entre Marie de Médicis et le prince. Bouillon contribue au soulèvement : il tente de nouer une alliance avec le parti réformé et obtient le soutien de Jacques I<sup>er</sup>. Après avoir fourni une aide militaire à Nevers, gouverneur de Champagne, devant Mézières, il est le principal négociateur des conférences de Soissons et de Rethel, préliminaires à la paix de Sainte-Menehould : les princes révoltés obtiennent que des États généraux soient convoqués et que les mariages espagnols soient repoussés.

Le duc est, à nouveau, étroitement mêlé au soulèvement de 1615-1616. Placé par Condé, qu'il reçoit à Sedan, à la tête de l'armée des princes, il réussit à conduire ses troupes en Poitou, après avoir devancé l'armée royale à deux reprises, lors des passages de la Seine et de la Loire. En outre, il entraîne l'assemblée politique réformée de Grenoble dans une alliance avec les grands, conclue à la fin de novembre après le transfert des députés des Églises à Nîmes. Les interventions de Jacques I<sup>er</sup> auprès des protestants français passent par le duc ; les instructions du vénitien Biondi, agent du roi d'Angleterre, envisagent la dimension européenne que Henri de La Tour entend donner à la Cause. Pourtant, l'association des réformés aux conférences de Loudun est ressentie comme un leurre, comme l'indique Rohan.

Les négociations que mène Bouillon ont, en effet, pour objet l'application d'articles présentés aux États généraux ou le licenciement des troupes rebelles, mais nullement la sécurité d'un parti auquel il enjoint même, suivant l'ordre de la cour, de se disperser au lendemain de la paix.

À la fin de l'été, le duc se trouve au centre des intrigues qui conduisent à l'arrestation de Condé, comme l'atteste sa mission en Picardie auprès de Longueville. Après le coup de force de la reine (1<sup>er</sup> septembre 1616), il est, avec Vendôme, Mayenne et Nevers, le chef d'un parti poursuivi en vertu de deux déclarations de lèse-majesté. En réponse, Bouillon parvient à obtenir l'appui, habilement présenté comme destiné à assurer la défense de Sedan, ville-refuge du protestantisme français, de Jacques I<sup>er</sup> et de Maurice de Nassau ; il réclame l'intervention de nombreux princes allemands. Après l'assassinat de Concini, il constate la toute puissance de Luynes, pendant un court séjour à Paris ; puis il se retire définitivement à Sedan.

## CHAPITRE III

### AFFIRMATION DU PROTESTANTISME FACE À LA POLITIQUE TOUTE CATHOLIQUE (1617-1623)

Selon toute vraisemblance, le duc se trouve mêlé à la première tentative de Marie de Médicis pour revenir au pouvoir, mais en vue, semble-t-il, de s'opposer au rétablissement du catholicisme en Béarn et en Navarre. Bien que Henri de La Tour soit fortement soupçonné en avril 1619, le roi se félicite de sa conduite au lendemain de la paix d'Angoulême, et le soulèvement de 1620 se déroule sans lui.

Face aux «guerres de religion», le duc est favorable à l'apaisement. À l'assemblée de La Rochelle, les nobles du parti ont, sans doute à son instigation, déconseillé la prise d'armes. Fidèle à cette ligne, le duc refuse le commandement général des troupes réformées que lui confère le parti, mais il n'en intervient pas moins auprès de Jacques I<sup>er</sup> en faveur des Églises, tout en encourageant les efforts de Botzelaer et de Carlisle, ambassadeurs respectifs des États généraux et d'Angleterre. La paix, qu'il conseille tout au long de 1622 à Louis XIII, et que son appel aux troupes de Mansfeld doit hâter, lui est nécessaire pour une intervention française dans l'Empire.

Les conseils que Bouillon prodigue à son neveu, l'Électeur palatin Frédéric V, pour que ce dernier accepte la couronne de Bohême, semblent consacrer l'action extérieure menée depuis le début du siècle. Pourtant, malgré son appel auprès de Louis XIII pour le maintien des anciennes alliances, l'ambassade française à Ulm, où le roi de Bohême est abandonné par l'Union évangélique, conduit au désastre de la Montagne-Blanche. C'est en fonction de cet événement qu'il faut interpréter l'action intérieure en faveur du parti réformé. Jusque dans ses dernières lettres, le duc s'acharne à faire rétablir le «roi d'un hiver» dans ses terres et dignités.

---

## CONCLUSION

L'homme qui s'éteint le 25 mars 1623 à Sedan, est passé à côté d'un destin politique auquel était en droit de prétendre le lieutenant général de Henri de Navarre à l'issue des guerres civiles. Pourtant, s'il est exclu, de fait, du Conseil dès 1590, s'il contribue, par sa façon de recourir aux églises, au déclin du protestantisme français, son rôle en politique étrangère prépare le redressement extérieur de la France. Il représente la fin d'une époque dont il ne s'est jamais totalement dégagé, mais il entrevoit très clairement les données sur lesquelles la France du XVII<sup>e</sup> siècle doit se bâtir.

---

## CATALOGUE DE LA CORRESPONDANCE DE HENRI DE LA TOUR

Le répertoire de la correspondance active et passive de Henri de La Tour comprend 936 lettres, analysées sous forme de courtes notices.

---

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

Édition de 50 lettres retenues parmi les plus significatives de l'action politique de Henri de La Tour (1575-1622).

---